

Droit à recherche de reclassement des Agents Contractuels sur Budget en cas de licenciement économique



Pour l' Aquitaine : barbara.piganeau.educagri.f

Cliquez sur le lien suivant pour accéder au nouveau décret

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?idArticle=LEGIARTI000029705197&cidTexte=LEGITEXT000028770002>

Ci dessous un Récapitulatif plus digeste du décret

1-convocation à l' entretien préalable de l'agent licencié dans un délais supérieur à 5 jours entre :

- la date d'envoi de la convocation
- la date de l'entretien

2-l'entretien doit informer l'agent de :

- son motif de licenciement
- la possibilité de demander un reclassement
- les conditions de reclassement (voir paragraphe 4 ci dessous)

-Suppression du besoin ou de l'emploi qui a justifié le recrutement
-Transformation du besoin ou de l'emploi qui a justifié le recrutement
- Recrutement d'un fonctionnaire
-Refus par l'agent d'une modification d'un élément substantiel du contrat proposé
-Impossibilité de ré emploi de l'agent à l'issu d'un congé sans solde
-Etc

Remarque : l'agent peut se faire accompagner par une personne de son choix
le licenciement de l'agent est étudié en CAP

3-l'agent formule (si il le souhaite) une demande de reclassement dans les délais impartis

4-l'administration doit rechercher à reclasser l'agent dans les conditions suivantes

- l'emploi proposé doit être compatible avec les compétences de l'agent
- l'emploi proposé doit relever de la même catégorie hiérarchique ou à défaut, sous réserve de l'accord express de l'agent, d'un emploi relevant d'une catégorie inférieure
- l'emploi proposé doit correspondre à un besoin permanent

Nouveauté : l'article 45-5 impose dorénavant aux établissements de rechercher un reclassement

5-l'offre de reclassement proposé à l'agent doit être écrite et précise

6- l'offre de reclassement concerne les emplois des services relevant de l'autorité ayant recruté l'agent

Nouveauté : la jurisprudence appliquée à l'article 45-5 impose dorénavant à l'établissement de rechercher un reclassement dans le périmètre géographique dont il dépend , à savoir la région.

Le premier exemple concret :

Ce décret vient d'être appliqué pour la première fois à l'éducation nationale dans un conflit employeur employé et a donné lieu à la première jurisprudence

- l'agent concerné était une formatrice en GRETA (formation continue de l'éducation nationale) ;
- le conseil d'état saisi par l' Éducation Nationale a refusé à l'E.N la possibilité de proposer un reclassement sur le périmètre national et imposé le niveau régional (les GRETA sont organisés régionalement)
-

Barbara Piganeau représentante SEA-UNSA pour l'Aquitaine

**Le reclassement n'est plus
un parcours sportif...**

